

Document

La Collaboration en Palestine (2/3)

Les fantassins français de Salam Fayyad

(par Pierre-Yves Salingue - <http://www.voltairenet.org>)

31.08.10

Les partisans européens de la Collaboration palestinienne avec l'Etat d'Israël suivent la même logique que celle qui a conduit les Etats-Unis à imposer Salam Fayyad comme Premier ministre *de facto*. Ils feignent donc de croire que sa politique reflète un choix des Palestiniens et passent ainsi par pertes et profits les revendications légitimes de tout un peuple. Dans le second volet de son étude, Pierre-Yves Salingue analyse notamment, à titre d'exemple, le discours biaisé d'un intellectuel français, Dominique Vidal.

« Solidarité critique » ?

Solidarité critique. Tel est le titre donné par Dominique Vidal à la présentation d'une récente publication de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité).

Il y condamne une confusion entre « *solidarité et inconditionalité* », écrivant notamment « *nous nous sommes interdits d'analyser et de critiquer les aspects négatifs de l'action du Fatah et de l'OLP* ». Pour être complet, Dominique Vidal aurait pu noter que cet « interdit » fut largement appliqué à certains qui ne peuvent se reconnaître dans le « nous » et qui osaient critiquer, inévitablement accusés de ne pas respecter « *le choix des Palestiniens* » quand ce n'était pas de « *faire le jeu d'Israël* » !

Cette prise de conscience, certes un peu tardive, devrait logiquement préserver des rechutes dans l'erreur similaire. D'ailleurs, usant d'une symétrie un peu sommaire, Dominique Vidal dénonce la répétition de l'erreur avec le Hamas, par « *certain, dans le mouvement de solidarité* ».

Mais si le soutien du mouvement de solidarité doit aller au Peuple palestinien et non « *au Fatah, au Hamas ou à toute autre composante du mouvement national* », comment pourrait-il aller à la politique de Fayyad ?

Car si un individu ne représente pas « *le choix des Palestiniens* », c'est bien lui !

On a rappelé plus haut les conditions dans lesquelles il a été substitué au Premier ministre du Hamas légitimement désigné par la majorité élue au Conseil législatif palestinien et comment il a été imposé à toutes les composantes du mouvement national. Et pourtant, la prudente réserve a fait place à un soutien encore discret.

A son égard, Il n'y a ni hostilité ni défiance et on peut même entendre et lire de curieuses louanges.

Déjà en 2008 à Bil'in, aux côtés de Luisa Morgantini, admiratrice de Fayyad dès la première heure, Bernard Ravenel, alors président de l'AFPS, se félicitait d'avoir pu « *voir intervenir et discuter librement, en évitant toute attitude dénonciatrice de l'autre, à la fois des représentants de l'Autorité palestinienne à commencer par le Premier ministre Salam Fayyad...* ».

Pas d'état d'âme donc pour rendre hommage à l'employé de l'impérialisme, mis en place à la faveur d'un putsch. Bernard Ravenel se permettait même de regretter l'absence du Hamas « *invité mais qui n'a pas répondu* », oubliant probablement que suite à l'état d'urgence décrété par Abbas, les militants du Hamas de Cisjordanie étaient pourchassés par les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne et que ses parlementaires étaient dans les geôles israéliennes... Cet emprisonnement permettant d'ailleurs à l'imposteur Fayyad d'être à la tribune !

Ces trois dernières années, nombreuses sont les délégations d'élus locaux, d'associatifs, de femmes, etc. qui n'ont vu aucun problème à rencontrer tel ou tel « ministre » de ce gouvernement sans aucune base constitutionnelle légale, le top étant évidemment de rencontrer Fayyad lui-même.

Les visites diplomatiques sont une chose mais ne valent pas légitimation politique, me dira-t-on. Et bien, pour ce qui est de la légitimation politique, c'est chose faite.

C'est Dominique Vidal qui a délivré le certificat de bonne conduite à Fayyad, avançant progressivement à l'occasion de différentes communications. Dans un rapport présenté devant le Conseil national de l'AFPS en septembre 2009, Dominique Vidal a parlé de l'action de Fayyad comme une des « tentatives » qui se manifestent chez les Palestiniens pour échapper à l'échec de leur stratégie. De Fayyad il dit : « *cette tentative peut être appréciée de diverses façons mais il ne serait pas sérieux de la qualifier purement et simplement de "collabo"* ». Il note également que Fayyad avait acquis une certaine popularité « *grâce aux améliorations apportées à la vie quotidienne en Cisjordanie.* »

Quelques mois plus tard, l'image de Fayyad s'embellit. Devant les militants des comités locaux de l'AFPS réunis en mai 2010, évoquant Bil'in symbole de « *la résistance populaire non armée* », Dominique Vidal commente : « *Cette dernière bénéficie du soutien actif du Premier ministre Salam Fayyad qui l'intègre à sa stratégie* ».

Plus loin, il explique la popularité croissante de Fayyad par « *les améliorations qu'il apporte au niveau de vie et de sécurité en Cisjordanie et en raison de sa gestion de la résistance : boycott des produits des colonies, investissements dans la zone C, etc.* »

La porte a été entrouverte et il ne reste plus qu'à s'y engouffrer pour passer au soutien affirmé.

Dans un document public diffusé lors d'un colloque au Palais du Luxembourg en juin, intitulé *La résistance populaire non violente en Palestine en 2010* [1], l'AFPS écrit : « *Depuis l'été 2009 la résistance populaire est devenue un axe du projet politique du Premier ministre, articulé avec le financement de projets de développement pour aider les Palestiniens à résister en restant sur leurs terres d'une part, le lancement du boycott des produits des colonies et des emplois qu'elles offrent encore d'autre part* ».

Plus loin on peut lire : « *l'Autorité favorise la coordination de nombreux comités, elle les soutient financièrement... des membres du gouvernement participent aux manifestations, à la plantation d'arbres... Le poids, l'avenir de la résistance populaire s'en trouvent profondément modifiés.* »

« *Profondément modifiés* » en effet ! Car comme l'expliquent différents militants précités, l'engagement de l'Autorité Palestinienne dans la résistance populaire, c'est d'abord pour la contrôler et la canaliser.

Comment est-il possible d'oublier les circonstances de la désignation de Fayyad ?

Comment est-il possible d'ignorer les actions répressives des forces de sécurité palestiniennes, la collaboration active de cette force de police avec les forces de l'occupant pour repérer, pourchasser et arrêter des militants du Hamas, du FPLP etc. ? [2]

Comment peut-on confondre le légitime désir de voir la vie quotidienne s'améliorer un peu avec un soutien populaire à Fayyad ?

Comment peut-on confondre une tentative (pas encore aboutie) de prise de contrôle des comités populaires au moyen de l'argent avec un soutien financier transparent à la lutte ?

Comment peut-on croire à la fable des « *projets de développement* » sans même se poser la question du développement possible sous occupation coloniale et dans une situation où l'économie locale reste totalement dépendante de celle des occupants ?

Comment peut-on se laisser prendre par le « cinéma » de l'Autorité Palestinienne dans la zone C, quand elle a pendant 15 ans ignoré l'existence des Palestiniens dans cette partie de Cisjordanie que les accords d'Oslo avaient laissés soumis à la seule « administration » de l'armée et de la police israéliennes et qu'il en résulte

que ce show est principalement destiné aux médias à la botte et à ceux qui les croient, puisque aujourd'hui à peine 5 % des Palestiniens de Cisjordanie résident encore en zone C ?

Quant aux zones densément peuplées, y améliorer les conditions de survie ne représente aucunement une « troisième voie » et s'adapte parfaitement à la vision israélienne de l'Etat-croupion, morcelé et sans souveraineté.

En réalité ce ralliement honteux est justifié comme l'était le précédent : que voulez-vous, « c'est le choix des Palestiniens ».

L'argument du « choix des Palestiniens »

« Il faut respecter le choix des Palestiniens »

On a beaucoup lu et entendu cette expression, pendant toutes ces années qui ont suivi les accords d'Oslo, quand la marche triomphale à la paix exigeait d'écarter tous les rôleurs qui mettaient en garde et parlaient de l'écart qui se creusait entre le discours et la réalité sur le terrain, puis dans les années 2000, après le déclenchement de la deuxième *intifada*, quand il fallait faire taire celles et ceux qui dénonçaient la futilité des négociations, des rencontres et des projets d'accord « pour la paix » qui masquaient la réalité de la colonisation et du nettoyage ethnique en cours.

La formule péremptoire devait mettre un terme à toute interrogation critique sur la politique mise en œuvre par la direction palestinienne et sur les conséquences en matière de solidarité. L'OLP était « l'unique représentant légitime du Peuple palestinien » et Arafat était intouchable. D'ailleurs, la représentante de la Palestine était d'accord et cautionnait la ligne suivie. Alors...

La formule est de retour.

C'est Denis Sieffert qui la recycle dans un article de *Politis* [3].

Comme pour faire le contrepoint au très bon article de Clémentine Cirillo Allahsa [4] —paru dans le même numéro de l'hebdomadaire— qui ne laisse guère place aux illusions quant aux intérêts défendus par l'Autorité, Denis Sieffert y brosse un portrait plutôt élogieux de Salam Fayyad. Notant qu'il « s'inscrit habilement dans l'air néolibéral du temps », Denis Sieffert écrit : « on peut regretter que la marche vers l'Etat palestinien n'emprunte pas des chemins plus directs »... mais « la situation étant ce qu'elle est, on ne peut pas s'ériger en juge des choix palestiniens ».

Cette fois, la ficelle est encore plus grosse, car la situation a changé. La direction de l'OLP était celle d'un mouvement de libération. Certains —et je partage leur avis— avaient depuis longtemps dénoncé sa bureaucratisation, sa faillite dans sa mission, sa corruption, son abandon de toute stratégie révolutionnaire de libération nationale, etc. mais c'était un mouvement dans lequel l'immense majorité des Palestiniens et notamment les réfugiés avait fondé l'espoir de la libération de la terre de Palestine.

A tort ou à raison, Arafat et le Fatah ont longtemps incarné cet espoir. Au fil du temps et du fait de choix stratégiques catastrophiques, ils l'ont bradé et ont perdu la légitimité initiale. Mais pour beaucoup, ceci n'est devenu clair que lors de la défaite du Fatah aux élections de 2006.

Depuis, chacun peut constater la crise stratégique profonde du mouvement national et pas seulement du Fatah.

Aucune alternative stratégique n'a émergé sur les décombres provoqués par l'accord d'Oslo, la voie des négociations n'est qu'une impasse que la colonisation croissante de la Cisjordanie et le blocus de Gaza ont transformé en piège mortel pour les Palestiniens et Abbas se débat au milieu des ruines du désastre politique que chacune de ces initiatives aggrave.

Du côté des forces politiques islamiques, si le Hamas refuse de céder au chantage du blocus et s'il affirme de plus en plus sa domination à Gaza, il se retrouve piégé par des résultats qui l'ont mis en situation de gestionnaire d'une institution mise en place contre les intérêts des Palestiniens. Et il ne semble pas non plus

capable de proposer l'orientation politique qui permettrait la mobilisation à la hauteur des attaques subies, tant par les réfugiés de l'extérieur que par les Palestiniens de 48 et par ceux de Cisjordanie, de Jérusalem et de Gaza.

Abbas et son équipe de négociateurs professionnels répètent en bégayant la demande de l'Etat palestinien indépendant, mais qui peut croire que ceux qui ont été battus aux élections de 2006 incarnent aujourd'hui « le choix palestinien » ?

Reste donc Fayyad qui ne peut exprimer un quelconque choix palestinien.

Fayyad n'est ni le choix des Palestiniens ni même celui de « *certaines Palestiniens* ». Fayyad est tout simplement le choix du gouvernement des Etats-Unis, de l'Europe et du FMI : bref, c'est le choix de l'impérialisme.

En un certain sens, on peut être d'accord avec Dominique Vidal. Ce n'est pas vraiment un « collabo ». Il n'est pas issu du mouvement national et n'a jamais participé à une quelconque lutte. Il est là en mission, comme avant à la Banque mondiale, puis au FMI. Il ne collabore pas, il défend sa classe.

Comme l'écrit Azmi Bishara, Fayyad est « *l'employé de la communauté internationale* ». On peut aussi citer Nabil Amr (un fin connaisseur !) : « *Fayyad est un simple entremetteur de l'aide occidentale... mais il tient les cordons de la bourse.* »

On l'a doté de quelques moyens pour rendre momentanément l'occupation plus douce, il peut faciliter les mouvements des Palestiniens sous réserve de construire des routes qui renforcent la colonisation et permettent aux forces israéliennes de mieux les contrôler.

Quand il développe des projets comme dans le tourisme à Bethléem, c'est en accord avec les Israéliens qui peuvent ainsi troquer l'uniforme de l'occupant contre le costume de « *partenaire économique* ». En vérité, la politique actuelle de Fayyad n'est aujourd'hui possible que sur la base de la défaite, de la démoralisation, du chantage financier et de la répression.

Il est là pour poursuivre le travail d'affaiblissement du Peuple palestinien, la division Gaza /Cisjordanie et maintenant la fragmentation en cantons isolés, autant d'étapes de la destruction des bases matérielles nécessaires au maintien d'une conscience politique fondée sur le sentiment d'appartenance à une lutte collective de libération nationale.

Un « *choix palestinien* » si utile pour vendre « *la solution* »

Cette fois ci donc, la thèse du « *choix des Palestiniens* » est difficile à défendre. Mais il faut pourtant que « *la solution* » envisagée pour régler définitivement la question palestinienne apparaisse comme résultant d'un choix des Palestiniens, au moins de quelques-uns qu'on adoubera et à qui on donnera une « *légitimité* ».

La crise du mouvement national, la déconfiture du Fatah, l'échec de la tentative de constituer une « troisième voie » dotée d'une base populaire significative, l'effondrement des diverses tentatives de fabriquer de toute pièce des successeurs à Arafat et le refus jusqu'à ce jour d'accepter le Hamas dans le jeu de la négociation... Tout ceci complique sérieusement l'adoption d'une « *solution* » censée mettre un terme définitif au conflit, alors qu'elle ne répond à aucune des exigences fondamentales palestiniennes.

Car tel est l'enjeu : il faut imposer une solution et pas n'importe laquelle !

Dominique Vidal l'affirme dans son rapport introductif à la Conférence des groupes locaux de l'AFPS tenue à Ivry le 29 mai 2010 :

« *Reste à savoir si la Maison-Blanche voudra et saura se servir de ces évolutions comme d'un tremplin pour imposer un règlement dont nul n'ignore les termes. Car ils figurent dans les résolutions de l'ONU, les accords israélo-palestiniens et la Feuille de route du Quartet : retrait de l'armée et des colons israéliens des*

Territoires occupés en juin 1967, établissement d'un État palestinien dans ces frontières et avec Jérusalem-Est pour capitale, solution juste pour le droit des réfugiés de 1948 et de 1967... ».

La juxtaposition des textes auxquels il est fait référence laisse un peu perplexe : toutes les résolutions de l'ONU ? Quels « *accords israélo-palestiniens* » ? Et l'initiative arabe ? Etc.

Mais la référence à la Feuille de route suffit pour comprendre ce dont il est question quand on écrit « *règlement dont nul n'ignore les termes* ». Dans ce qui lui tient de préambule, les auteurs de la Feuille de route ont écrit : « *un règlement du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États ne verra le jour que lorsque le peuple palestinien aura des dirigeants qui agiront de façon décisive contre le terrorisme et auront la volonté et la capacité de construire une véritable démocratie fondée sur la tolérance et la liberté* ». [Texte intégral de la Feuille de route du Quartet, Réseau Voltaire, 30 avril 2003.]

Tout était dit ou presque.

Comme l'écrit Jean-François Legrain : « *l'Etat n'est plus un droit des peuples issu de celui à l'autodétermination garanti par la Charte des Nations unies. Il est réduit à n'être que la récompense hypothétique pour l'accomplissement d'un processus exigé du peuple concerné* ». [5]

La reprise annoncée des négociations bilatérales, qui étaient la première étape de la Feuille de route, semble signifier qu'Abbas et Fayyad ont subi l'examen de passage avec succès.

Aujourd'hui que peut-être « les Palestiniens » ont satisfait aux exigences sécuritaires, on va passer aux points suivants. Mais en réalité tout est réglé du fait de l'évolution de la situation sur le terrain !

C'était évidemment l'objectif n°1 car la Feuille de route obéit à un principe non-dit mais intangible, déjà présent dans les accords d'Oslo : les questions fondamentales du conflit ne seront abordées dans la négociation que quand elles auront été réglées dans les faits au bénéfice d'Israël !

Et c'est bien ce qui s'est passé ! Pendant que les Palestiniens « arrêtaient les violences », « *démocratisaient les institutions* », désarmaient les résistants, « *réformaient* » les services de sécurité, etc. les sionistes construisaient plus de colonies, plus de routes de contournement, renforçaient le mur, expulsaient les paysans de la vallée du Jourdain, les Bédouins du Nakhab, les habitants de Jérusalem, etc.

Au demeurant, autant la Feuille de route détaille les conditions imposées aux Palestiniens pour pouvoir avancer vers un « *statut permanent qui marquera la fin du conflit* » autant les obligations d'Israël sont vagues sinon dérisoires : c'est ainsi que sur la question des colonies la seule chose concrète affirmée est que doivent être démantelées « les colonies érigées depuis mars 2001 ».

Quant aux droits fondamentaux des trois composantes du Peuple palestinien :

- du droit à l'autodétermination, il n'est même pas question ;
- la situation des Palestiniens citoyens d'Israël n'est pas abordée ;
- le droit au retour est ainsi résolu : « *une solution acceptée, juste, équitable et réaliste de la question des réfugiés* ».

Est-ce là « *la solution juste pour les réfugiés* » dont parle Dominique Vidal ?

C'est à coup sûr la conception d'Abbas et de Fayyad qui parlent de « *solution juste et convenue* » et de « *retour dans l'Etat palestinien* ».

Ce n'est évidemment pas l'application du « *droit au retour des réfugiés sur leurs terres et dans leurs foyers* ».

D'ailleurs, la Feuille de route ne fait aucune référence à la résolution 194 [6], seules les résolutions 242 [7], 338 [8] et 1397 [9] sont évoquées. Elle ne dit rien sur le sort des milliers de prisonniers mais elle n'oublie pas de conclure sur le fait que « *dans le contexte d'un accord de paix général entre Israël et la Palestine, les pays arabes acceptent le principe de la normalisation de leurs relations avec Israël* ».

C'est ça « *l'Etat palestinien indépendant* » !

C'est ça « *le règlement dont nul n'ignore les termes* » !

Croit-on vraiment que les Palestiniens vont l'accepter ?

Est-ce le rôle d'un mouvement de solidarité de les y contraindre ?

Non seulement la solution est connue, mais les moyens d'y parvenir aussi !

Pour Dominique Vidal « *la situation sur le terrain est bloquée* », aussi bien en Israël qu'en « *Palestine* » (on suppose qu'il s'agit des territoires occupés en 67 : Cisjordanie et Gaza). Radicalisation à droite côté israélien, impasse stratégique côté palestinien.

L'issue serait donc à chercher ailleurs : « *en tout cas, la solution, si elle doit intervenir, dépend essentiellement de la Communauté internationale* » écrit –il.

Peut-être s'agit-il d'une interprétation paradoxale du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » ?

Comme les Palestiniens semblent incapables d'obtenir un Etat que d'ailleurs les Israéliens leur refusent, on va leur octroyer quelque chose qu'on appellera « *Etat* ».

Cette hypothèse n'est pas nouvelle.

Elle a été partagée (et l'est encore) par de nombreux dirigeants palestiniens, principalement du Fatah mais pas seulement et aussi par de nombreux politiciens occidentaux et par des responsables du mouvement de solidarité.

Elle repose sur deux piliers.

Le premier, fondamental, est celui d'une acceptation définitive de la situation créée au lendemain du vote du partage de la Palestine par l'ONU en novembre 1947.

Il est établi une fois pour toutes qu'il existe un « *Etat juif* » et que le seul problème réside dans le manquement de la Communauté internationale à ses responsabilités : elle a permis la création de l'Etat d'Israël mais elle n'a pas imposé l'Etat arabe (palestinien).

Ancrer l'application du droit international pour les Palestiniens dans la décision du partage, c'est éviter de traiter l'Etat d'Israël comme un Etat colonial qui a été imposé par la force.

C'est le plus sûr moyen d'écarter le vrai droit à l'autodétermination du Peuple palestinien, en cantonnant l'application possible de ce droit à un territoire amputé d'une grande partie des terres et des ressources qui devraient être le cadre de l'expression de ces droits, en l'occurrence la totalité de la Palestine du mandat britannique.

Ceux qui acceptent le partage aujourd'hui entérinent la forfaiture commise par les Nations Unies qui n'avaient aucun droit de priver les habitants autochtones de la Palestine de leurs terres et de leurs richesses.

Au demeurant, aucun de ceux qui invoquent la décision de partage pour demander la création de l'Etat palestinien ne propose d'établir cet Etat en respectant les termes du vote de 1947. Tous, sans exception, parlent des « *frontières de 67* », légitimant ainsi les conquêtes territoriales des forces sionistes, bien au-delà

des limites tracées dans la décision de partage et y compris les conquêtes acquises par la terreur et la violence avant la proclamation de l'Etat d'Israël et avant le déclenchement de la 1ère guerre israélo-arabe .

Ceci démontre, s'il en était encore besoin, que « *le respect du droit international* » leur sert d'abord à protéger l'Etat colonial sioniste et très secondairement à consoler les Palestiniens du vol des terres et du nettoyage ethnique dont ils ont été victimes.

C'est tenter de masquer une histoire de vol de terres qui n'étaient pas du tout « *sans peuple* » au moyen d'un autre acte de piraterie ayant toutes les apparences de la légalité puisqu'il émane de l'instance la plus élevée de la communauté internationale.

Le deuxième pilier est celui du rôle prêté à la principale puissance impérialiste.

La direction palestinienne en a fait une option stratégique : il fallait démontrer au décideur états-unien qu'il était dans ses intérêts d'être « *un arbitre honnête* » du conflit, quitte à renoncer à l'essentiel des revendications fondamentales du mouvement national pour convaincre les présidents successifs.

Ce choix catastrophique, effectué bien avant Oslo, est à l'origine de la crise du mouvement national palestinien et de son tragique isolement.

C'est ainsi que, depuis de nombreuses années, les négociateurs palestiniens et divers « *spécialistes du Moyen-Orient* » auscultent et décryptent les propos des dirigeants états-uniens, dans l'espoir futile d'y déceler l'expression qui annoncerait « *le tournant* » espéré.

« *Bush a changé, il veut une solution qui passe par un vrai Etat, véritablement indépendant, pas des bantoustans épars* » écrit Elias Sanbar, dans *L'Humanité* [10], plusieurs mois après la lettre de Bush à Sharon [11] dans laquelle il écrit : « *il serait irréaliste de s'attendre à ce que les pourparlers se terminent par un retour absolu aux lignes d'armistice de 1949* » !

L'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche a relancé les supputations les plus naïves. Le discours du Caire [12] a alimenté une nouvelle vague d'optimisme illusoire, les formules d'Obama semblant à beaucoup plus importantes que sa politique réelle en Afghanistan et en Irak.

Bien qu'affirmant vouloir « *dissiper toute illusion* » Dominique Vidal semble bien en avoir partagé quelques-unes, notamment quand il déclarait dans un entretien de décembre 2009 dans le bulletin *Voix palestiniennes* (Génération Palestine) qu'il était trop tôt « *pour porter un jugement global* » sur la politique d'Obama à l'égard du conflit, tout en affirmant qu'on avait « ***la présidence américaine sans doute la plus ouverte à la cause palestinienne de l'histoire des Etats Unis*** ».

On est bien au-delà de l'affirmation d'un intérêt pour les Etats-Unis à régler ce conflit pour mieux faire face aux autres affrontements inscrits dans la situation régionale, — thèse qui mérite la discussion —, il est ici affirmé une ouverture du gouvernement des USA à « *la cause palestinienne* » ! Sachant que la cause palestinienne est celle de l'émancipation des peuples et de leur droit à la résistance contre la guerre totale que leur mène l'impérialisme, on reste un peu étonné du propos !

Dans cette perspective où les peuples concernés ne sont pas autorisés à choisir la solution qui leur convient mais où c'est la communauté internationale qui va l'imposer, il convient donc de trouver des points d'appui pour donner une apparence de justice à la contrainte.

L'un correspond à un besoin de légitimation. Le peuple opprimé a été empêché d'obtenir ses droits par lui-même et la solution envisagée n'est pas du tout conforme à ce qu'il trouve légitime. Il faut donc trouver le « *représentant* » qui va revendiquer à peine plus que ce qu'on entend lui donner et qui finalement acceptera de consacrer le refus de voir ses droits reconnus.

Ce qu'ils n'ont finalement pas obtenu d'Arafat, ils espèrent l'avoir d'Abbas. Fayyad est un allié utile dans la manœuvre d'ensemble.

L'autre point d'appui, c'est « *l'opinion, les partis et associations* » car ensemble ils peuvent « *faire pression* » sur les gouvernements et les organisations où ils dialoguent (ONU) explique Dominique Vidal à la conférence des groupes locaux de l'AFPS.

Dans son introduction au Conseil national de l'AFPS en septembre 2009, Dominique Vidal était encore plus précis sur la mission attribuée au mouvement de solidarité : « ***Il s'agit à la fois d'accompagner avec vigilance la relance du processus de paix par Washington et de permettre à Bruxelles de jouer un rôle moteur.*** »

17 ans après la farce de Washington, 4 ans après l'attaque meurtrière contre le Liban et 18 mois après les crimes de guerre contre la population de Gaza, il faut être passablement culotté pour oser appeler à « *accompagner* » un « *processus de paix* » qui n'a jamais existé autrement qu'en tant que fiction destinée à masquer un processus réellement existant : celui de la colonisation sioniste et en conséquence de la destruction du Peuple palestinien.

Quant à « *confier un rôle moteur à Bruxelles* » point n'est besoin de revenir très loin en arrière pour mesurer à quel point les Palestiniens n'y ont aucun intérêt !

Qu'est-ce qui permet à Dominique Vidal de qualifier « *d'une des déclarations les plus avancées de l'histoire de l'Union* » la conclusion du conseil adoptée en décembre 2009 ?

Quoi de neuf pour mériter tant d'enthousiasme ?

Un sempiternel appel à la relance des négociations, le soutien à « *la démarche de paix* » d'Abbas, l'engagement en faveur de la sécurité d'Israël, les félicitations au gouvernement israélien pour son moratoire de dix mois sur la colonisation, un paragraphe sur Gaza avec condamnation du blocus et de ses effets sur la population, l'habituelle reconnaissance des exigences de sécurité d'Israël et l'exigence de libération de Shalit...

Et comme toujours, la formule qui subordonne à « *la négociation entre les parties* » l'éventuelle remise en cause de tout ce qui relève pourtant de la légalité internationale.

Au cours du Conseil, il y a eu une discussion dont la conclusion constitue un indicateur intéressant de l'attitude réelle des dirigeants européens à l'égard de la question. La présidence suédoise a proposé de mentionner Jérusalem-Est comme « *capitale d'un futur Etat palestinien* ». Cette proposition jugée dangereuse par Ayalon, ministre des affaires étrangères israélien, n'a pas été retenue.

Quant au Parlement européen, le vote récent d'une résolution est une nouvelle illustration de sa totale complicité dans la mise en œuvre du dispositif visant à priver le Peuple palestinien de ses droits.

Cette résolution, présentée comme une condamnation de l'opération israélienne contre la flottille humanitaire et le blocus de Gaza contient les appréciations suivantes [13] :

- Déploie la mort de civils et les blessures subies par « *38 civils ainsi que sept soldats israéliens* » (!)
- Considère que la fermeture des accès à la Bande de Gaza « *fermés depuis juin 2007, après que le Hamas eut pris militairement le pouvoir* » n'a pas atteint ses objectifs qui étaient d'une part « *la libération de Gilad Shalit* » et d'autre part de « *porter un coup aux extrémistes* » (!)
- Rend le Hamas coupable de « *faire obstacle à l'entrée à Gaza de la cargaison humanitaire de la flottille* » (!)
- « *demande que toutes les attaques contre Israël cessent immédiatement et avertit que ceux qui les commettent doivent assurer pleinement leurs responsabilités* » (!)
- Et invite le quatuor à mettre en place un dispositif de contrôle international des points de passage en vue de lever le blocus et d'aborder les préoccupations d'Israël en matière de sécurité, notamment en déployant une force navale internationale pour surveiller le rivage de Gaza.

La dite résolution a été votée à une immense majorité, y compris par le groupe Verts/ALE et le groupe GUE/NGL dont plusieurs députés se sont félicités de l'adoption de cette « *résolution unitaire et forte* ».

L'absence de la demande de suspension de l'accord UE-Israël, pourtant présentée comme la revendication phare de l'action de soutien aux Palestiniens, est expliquée comme un compromis nécessaire, l'absence de dépôt d'amendement sur le sujet permettant « *d'éviter que la droite n'affaiblisse le texte en plénière* » !

A leur décharge, les auteurs de cette pantalonnade expliquent que cette stratégie avait reçu le soutien des « *représentants palestiniens* » eux-mêmes (Ziad Abu Amr et Hasan Abu-Libdeh) ajoutant que Leila Shahid « *n'avait pas ménagé son temps pour faire du porte à porte et convaincre les députés de soutenir la résolution* ».

Si on résume la mission attribuée par Dominique Vidal au mouvement de solidarité :

- Il faut convaincre Obama d'abandonner une politique en « *zigzags* » et lui faire comprendre qu'il est dans les intérêts des USA d'imposer une solution au conflit israélo-palestinien. Les discours sont bons, mais l'Administration US ne les traduit pas en actes, on doit l'y aider en quelque sorte !

- Quant à l'Europe, son problème n'est pas qu'elle avance en « *zigzags* », c'est qu'elle fait « *le grand écart* » entre des déclarations prometteuses et des actes « *qui méritent réflexion* » comme la décision d'accepter Israël dans l'OCDE ! [14]

Après avoir été utilisé, pendant des années, comme un auxiliaire du prétendu processus de paix qui a paralysé la capacité de lutte palestinienne et qui a débouché sur la catastrophe actuelle, le mouvement de solidarité est aujourd'hui invité à jouer un rôle actif dans la conclusion d'un accord qui marquerait l'enterrement définitif des exigences palestiniennes.

Les militants de la solidarité vont-ils accepter de se prêter à ces manœuvres ?

Sont-ils d'accord pour confier la défense des droits des Palestiniens au patron de l'impérialisme états-unien, fût-ce avec leur « *accompagnement vigilant* » ?

Croient-ils vraiment que prendre une place dans le business de la paix a quelque chose à voir avec le soutien à la lutte du peuple palestinien ?

(A suivre...)

Pierre-Yves Salingue

Notes.

[1] *La résistance populaire non violente en Palestine en 2010*, AFPS, 28 juin 2010.

[2] Cf. Revue de presse de l'ambassade de France en Israël, lundi 12 juillet 2010

[3] « Le pari risqué de Salam Fayyad », par Denis Sieffert, *Politis*, 22 avril 2010.

[4] « La paix sur un mode néolibéral », par Clémentine Cirillo-Allahsa, *Politis*, 22 avril 2010.

[5] « Palestine, un Etat non souverain », par Jean-François Legrain, *Libération*, 4 août 2010.

[6] « Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU » (11 décembre 1948) : droit inaliénable au retour des Palestiniens, *Réseau Voltaire*.

[7] « Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU » (22 novembre 1967) : illégalité de l'occupation des territoires envahis lors de la guerre de 1967, *Réseau Voltaire*.

[8] « Résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU » (22 octobre 1973) : cessez le feu à l'issue de la guerre de 1973, *Réseau Voltaire*.

[9] « Résolution 1397 du Conseil de sécurité » (13 mars 2002) : appel à la création d'un État palestinien, *Réseau Voltaire*.

[10] « Émergence d'une nouvelle donne au Proche-Orient ? », par Elias Sambar, *L'Humanité*, 23 février 2005.

[11] « Lettre de George W. Bush à Ariel Sharon » (14 avril 2004) : reconnaissance des territoires conquis par Israël, *Réseau Voltaire*.

[12] « Discours à l'université du Caire », par Barack Obama. « Comment Barack Obama a préparé le discours du Caire ». « Obama et les arrières-pensées de la main tendue aux musulmans », par Thierry Meyssan. « Le discours d'Obama au Caire », par Fidel Castro Ruz. *Réseau Voltaire*, 4, 5, 9 juin 2009

[13] « Résolution du Parlement européen sur l'opération militaire israélienne contre la flottille humanitaire et le blocus de Gaza » (17 juin 2010), *Réseau Voltaire*.

[14] « L'OCDE prête à accepter l'adhésion d'Israël », par Jonathan Cook, *Réseau Voltaire*, 12 mars 2010.